REPUBLIQUE DU CAMEROUN **PAIX – TRAVAIL – PATRIE**

ARRETE N° 148 /CAB/PM DU 30 SEPT 2025
portant création, organisation et fonctionnement du Comité de Suivi de la Gouvernance Forestière.-

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n°2024/008 du 24 juillet 2024, portant régime des forêts et de la faune ;
Vu le décret n°92/089 du 04 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n°95/145 bis du 04 mai 1995 ;
Vu le décret n°095/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts ;
Vu le décret n°095/531/PM du 23 août 1995 fixant les modalités d'application du régime des forêts ;
Vu le décret n°2005/099 du 06 avril 2005 portant organisation du Ministère des Forêts et de la Faune, modifié et complété par le décret n°2005/495 du 31 décembre 2005 ;
Vu le décret n°2019/001 du 04 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

ARRETE :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1er.- Il est créé auprès du Ministère en charge des forêts, un Comité de Suivi de la Gouvernance Forestière abrégé « CS-GF », ci-après désigné « le Comité ».

ARTICLE 2.- Le Comité est un organe de concertation, chargé d'examiner, d'élaborer, de suivre, évaluer, d'émettre des avis et de formuler toutes les suggestions ou propositions au Gouvernement en vue de favoriser une prise de décision éclairée sur les questions se rapportant à la gouvernance forestière au Cameroun.

A ce titre, il est chargé :

- de suivre et évaluer la mise en place et l'opérationnalisation du système public de certification forestière de légalité, traçabilité et de gestion durable;
- de faciliter la consultation et la concertation entre les parties prenantes nationales et l'implémentation des processus délibératifs sur l'ensemble des dossiers en lien avec l'amélioration de la gouvernance forestière;
- de faciliter la concertation entre les différentes parties prenantes concernées par les projets développés dans le domaine de la gouvernance forestière;
- de développer des propositions consensuelles argumentées à soumettre au

Scanné avec CamScanner

gouvernement pour améliorer et renforcer le système public de certification forestière et résoudre les difficultés rencontrées le cas échéant;

- de donner un avis sur l'engagement éventuel du Cameroun à des initiatives, accords, conventions sous régionaux, régionaux et internationaux en lien avec la gouvernance forestière et le commerce durable;
- de suivre et d'évaluer tous les Accords et engagements au niveau National, sous régional, régional et international en lien avec la gouvernance forestière et le commerce durable;
- de suivre les processus de partage des informations et d'interconnexion entre le système public de certification forestière et tous les dispositifs et applications connexes développés par les autres administrations sectorielles impliquées, en lien avec la gestion durable des forêts et le commerce durable associé;
- de suivre, évaluer et proposer des orientations sur les initiatives de reconnaissance internationale du système public de certification forestière;
- de suivre, évaluer et proposer des orientations sur l'interopérabilité entre le système public de certification forestière et les systèmes privés de certification forestière;
- de veiller à la synergie entre les divers acteurs nationaux du secteur, ainsi que les organisations internationales et les particuliers au développement intervenant sur les dossiers en lien avec l'amélioration de la gouvernance forestière ;
- de préparer et soumettre au Ministre chargé des forêts, un rapport annuel sur le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du système public de certification forestière au Cameroun, et;
- d'examiner toute autre question liée à la gestion durable des forêts, à lui soumise par le Ministre chargé des forêts.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

SECTION I
DE L'ORGANISATION

ARTICLE 3.- (1) Le Comité est composé ainsi qu'il suit :

Président : le Ministre chargé des forêts ou son représentant.

Membres :

- un (01) représentant du SENAT;
- un (01) représentant de l'Assemblée Nationale;
- un (01) représentant des Services du Premier Ministre;
- deux (02) représentants du Ministère en charge des Forêts;
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'Economie;
- un (01) représentant du Ministère en charge du Commerce;

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Scanné avec CamScanner

- un (01) représentant du Ministère en charge des Relations Extérieures;
- deux (02) représentants du Ministère en charge des Finances (Douanes et Impôts);
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'Environnement;
- un (01) représentant du Ministère en charge de la Décentralisation ;
- un (01) représentant du Ministère en charge de l'Agriculture ;
- un (01) représentant du Ministère en charge des Mines;
- un (01) représentant du Ministère en charge des Petites et Moyennes Entreprises;
- un (01) représentant du Ministère en charge du Travail et de la Sécurité Sociale;
- trois (03) représentants de la Société Civile issus des groupes les plus représentatifs intervenant dans le domaine de la gouvernance forestière;
- un (01) représentant d'un des regroupements les plus représentatifs des gestionnaires des forêts communautaires ;
- un (01) représentant du regroupement des gestionnaires des forêts communales;
- deux (02) représentants des regroupements des peuples autochtones;
- trois (03) représentants des syndicats et associations du secteur forestier ;
- un (01) Exploitant ;
- un (01) Transformateur ;
- un (01) Exportateur ; et
- un (01) représentant de l'association des chefs traditionnels.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

(2) Le Président peut en tant que de besoin inviter toute autre personne physique ou morale, en raison de sa compétence ou de son expertise sur l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, à prendre part aux travaux du Comité Permanent, avec voix consultative.

(3) Les membres du Comité sont désignés par les administrations et regroupements socioprofessionnels auxquels ils appartiennent.

(4) La composition du Comité est constatée par une décision du Ministre chargé des forêts.

SECTION II
DU FONCTIONNEMENT

ARTICLE 4.- (1) Un Secrétariat Technique assiste le Comité dans l'accomplissement de ses missions.

(2) Le Secrétariat Technique est composé ainsi qu'il suit :

Coordonnateur :

- le Directeur des Forêts au Ministère chargé des forêts ;

Membres :

- le Directeur de la Transformation du bois au Ministère chargé des forêts ;

Scanné avec CamScanner

- le Chef de la Cellule Juridique au Ministère chargé des forêts ;
- le Chef de Service des Normes au Ministère chargé des forêts.

(3) Le secrétariat technique est chargé notamment de :

- préparer et de notifier les convocations de réunions ;
- préparer les dossiers à soumettre à l'examen du Comité ;
- dresser les procès-verbaux des travaux, ainsi que les rapports d'activités trimestriel; veiller à la constitution et à la conservation des documents et archives du Comité; assurer les diligences nécessaires pour maintenir la liaison du Comité avec tous les partenaires, les institutions spécialisées sous régionales et régionales compétentes, et;
- assurer toute autre tâche que le Comité peut expressément lui assigner.

(4) Le Ministre des Forêts et de la Faune peut recruter un Expert Facilitateur, chargé d'assister le Comité, le Secrétariat technique dans leurs missions respectives.

(5) L'Expert Facilitateur recruté est chargé de :

- assurer la liaison et le dialogue permanent entre tous les membres du Comité;
- assurer la communication sur les activités et progrès relatifs au système national de gouvernance forestière ;
- appuyer le Président du Comité pour la mobilisation des financements nécessaires au suivie de la mise en œuvre des missions du Comité et les initiatives du Secrétariat technique ; et
- apporter une assistance technique au Comité.

(6) L'Expert Facilitateur travaille dans la neutralité et la transparence ; un cahier de charges élaboré par le Comité détaille sa mission.

ARTICLE 5.- Dans le cadre de son fonctionnement, le Comité peut créer en son sein, des groupes de travail ayant des missions spécifiques.

ARTICLE 6.- (1) Le Comité se réunit, en tant que de besoin, sur convocation de son Président et au moins une fois par semestre.

(2) Le Comité ne peut valablement délibérer qu'en présence de deux tiers (2/3) au moins de ses membres.

- ses avis et recommandations sont adoptés de préférence par consensus ;
- en cas de non-consensus, les différentes propositions émises sur un point en discussion sont documentées et soumises pour décision au Ministre chargé des forêts ;
- le Comité peut valablement délibérer en l'absence du quorum de 2/3 après la deuxième convocation d'une réunion non tenue pour cause d'absence de quorum.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Scanné avec CamScanner

(3) Les convocations, accompagnées de documents de travail, sont adressées aux membres du Comité quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Elles indiquent la date, l'heure, l'ordre du jour et le lieu de la réunion.

ARTICLE 7.- (1) Le Secrétariat Technique du Comité adresse semestriellement un rapport au Ministre chargé des Forêts.

(2) une copie dudit rapport est transmise à chaque membre du Comité qui est tenu de le diffuser au sein de l'institution ou groupe qu'il représente.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 8.- Les fonctions de Président et de membre du Comité sont gratuites. Toutefois, le Président, les membres ainsi que les personnes appelées à titre consultatif et les membres du Secrétariat Technique bénéficient des facilités de travail et d'une indemnité de session conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9.- Les dépenses et les frais de fonctionnement du Comité sont imputés au budget du Ministère en charge des forêts.

ARTICLE10.- Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures, notamment celles de l'arrêté n°126/CAB/PM du 10 septembre 2012, portant création, organisation et fonctionnement du Comité National de Suivi de la mise en œuvre de I' Accord de Partenariat Volontaire (APV) sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Union européenne.

ARTICLE 11.- Le Ministre des Forêts et de la Faune est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais.

Yaoundé, le 30 SEPT 2025

LE PREMIER MINISTRE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON
PAIX-TRAVAIL-PATRIE
PEACE-WORK-FATHERLAND
THE PRIME MINISTER
LE PREMIER MINISTRE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
PRIME MINISTER'S OFFICE

Joseph DION NGUTE

Scanné avec CamScanner

REPUBLIC OF CAMEROON **PEACE-WORK-FATHERLAND**

ORDER No. 148 **/CAB/PM OF** 30 SEPT 2025

on the establishment, organization and functioning of the Forest Governance Monitoring Committee.

THE PRIME MINISTER, HEAD OF GOVERNMENT,

Mindful of the Constitution;

Mindful of Law No. 2024/008 of 24 July 2024 to lay down forestry and wildlife regulations;

Mindful of Decree No. 92/089 of 4 May 1992 to specify the duties of the Prime Minister, as amended and supplemented by Decree No.95/145-a of 4 May 1995;

Mindful of Decree No. 095/531/PM of 23 August 1995 to lay down the conditions for the enforcement of Forestry Regulations

Mindful of Decree No. 095/531/PM of 23 August 1995 to lay down the conditions for the enforcement of Forestry Regulations

Mindful of Decree No. 2005/099 of 6 April 2005 to organize the Ministry of Forestry and Wildlife, as amended and supplemented by Decree No. 2005/495 of 31 December 2005;

Mindful of Decree No. 2019/001 of 4 January 2019 to appoint a Prime Minister, Head of Government,

HEREBY ORDERS AS FOLLOWS:

CHAPTER I
GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1.- A Forest Governance Monitoring Committee, abbreviated "CS-GF" and hereinafter referred to as 'the Committee', is hereby established within the Ministry in charge of forestry.

ARTICLE 2.- The Committee shall be a consultative body in charge of examining, developing, monitoring, evaluating, issuing opinions and making suggestions or proposals to the Government with a view to promoting informed decision-making on issues relating to forest governance in Cameroon.

As such, it shall be in charge of:

- monitoring and evaluating the establishment and operationalization of the public system for certifying legality, traceability and sustainable management in forestry;
- facilitating consultation and dialogue between national stakeholders as well as the implementation of deliberative processes on issues related to improving forest governance;

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Scanné avec CamScanner

- facilitating dialogue between the various stakeholders involved in projects developed in the field of forest governance;
- developing reasoned consensus proposals to be submitted to the government in order to improve and strengthen the public forest certification system and resolve any difficulties encountered;
- giving an opinion on Cameroon's possible commitment to sub-regional, regional and international initiatives, agreements and conventions related to forest governance and sustainable trade;
- monitoring and evaluating all agreements and commitments at the national, sub-regional, regional and international level relating to forest governance and sustainable trade;
- monitoring the processes of information sharing and interconnection between the public forest certification system and all related mechanisms and applications developed by other line administrations involved in sustainable forest management and associated sustainable trade;
- monitoring, evaluating and proposing guidelines on initiatives for international recognition of the public forest certification system;
- monitoring, evaluating and proposing guidelines on the interoperability between the public forest certification system and private forest certification systems;
- ensuring synergy between the various national actors in the sector, as well as international organizations and individuals involved in the development of files to improve forest governance;
- preparing and submitting an annual report on the monitoring and evaluation of the implementation of the public forest certification system in Cameroon to the Minister in charge of forestry; and
- examining any other matter related to sustainable forest management submitted to it by the Minister in charge of forestry.

CHAPTER II
ORGANIZATION AND FUNCTIONING

SECTION I
ORGANIZATION

ARTICLE 3. - (1) The Committee shall be constituted as follows:

Chairperson: The Minister in charge of forestry or his representative.

Members:

- one (1) representative of the Senate;
- one (1) representative of the National Assembly;
- one (1) representative of the Prime Minister's Office;
- two (2) representatives of the Ministry in charge of forestry;

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Scanné avec CamScanner

- one (1) representative of the Ministry in charge of economy;
- one (1) representative of the Ministry in charge of trade;
- one (1) representative of the Ministry in charge of external relations;
- two (2) representatives of the Ministry in charge of finance (customs and taxation);
- one (1) representative of the Ministry in charge of the environment;
- one (1) representative of the Ministry in charge of decentralization;
- one (1) representative of the Ministry in charge of agriculture;
- one (1) representative of the Ministry in charge of mines;
- one (1) representative of the Ministry in charge of small and medium-sized enterprises;
- one (1) representative of the Ministry in charge of labor and social security;
- three (3) representatives of the civil society, drawn from the most representative groups involved in forest governance;
- one (1) representative from one of the most representative groups of community forest managers;
- one (1) representative of the association of community forest managers;
- two (2) representatives of the indigenous peoples' associations;
- three (3) representatives of trade unions and associations in the forestry sector;
- one (1) operator;
- one (1) processor;
- one (1) exporter; and
- one (1) representative of the National Council of Traditional Rulers.

(2) The Chairperson may invite any natural or legal person, based on their expertise or experience on the subject matter, to take part in the Permanent Committee's deliberations in an advisory capacity.

(3) The members of the Committee shall be appointed by the ministries and socio-professional groups to which they belong.

(4) The constitution of the Committee shall be established by a decision of the Minister in charge of forestry.

SECTION II
FUNCTIONING

ARTICLE 4. - (1) A Technical Secretariat shall assist the Committee in the performance of its tasks.

(2) The Technical Secretariat shall be constituted as follows:

Coordinator:

- the Director of Forestry at the Ministry in charge of forestry;

Members:

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Scanné avec CamScanner

- the Director of Wood Processing at the Ministry in charge of forestry;
- the Director of Cooperation at the Ministry in charge of forestry;
- the Head of the Communications Unit at the Ministry in charge of forestry;
- the Head of the Legal Unit at the Ministry in charge of forestry;
- the Head of Standards Unit at the Ministry in charge of forestry.

(3) The technical secretariat shall be responsible, in particular, for:

- preparing and issuing notices convening meetings;
- preparing files to be submitted to the Committee for consideration;
- drawing up minutes of proceedings and quarterly activity reports; ensuring that the Committee's documents and archives are compiled and preserved; taking the necessary steps to maintain the Committee's liaison with all partners and relevant sub-regional and regional specialized institutions; and
- performing any other tasks that the Committee may expressly assign to it.

(4) The Minister of Forestry and Wildlife may recruit an Expert Facilitator to assist the Committee and the Technical Secretariat in their respective tasks.

(5) The recruited Expert Facilitator shall be responsible for:

- ensuring liaison and continuous dialogue between all members of the Committee;
- ensuring communication on activities and progress relating to the national forest governance system;
- supporting the Committee's Chairperson in mobilizing the necessary funds to monitor the implementation of the Committee's tasks and the initiatives of the Technical Secretariat; and
- providing technical assistance to the Committee.

(6) The Expert Facilitator shall work in a neutral and transparent manner; a set of specifications drawn up by the Committee shall detail his or her mission.

ARTICLE 5.- As part of its functions, the Committee may create working groups with specific missions.

ARTICLE 6.- (1) The Committee shall meet as necessary, when convened by its Chairperson, and at least once every six months.

(2) The Committee shall validly deliberate only in the presence of two-third (2/3) of its members.

- Its opinions and recommendations shall preferably be adopted by consensus;
- in the event of a lack of consensus, the various proposals made on an item under discussion shall be documented and submitted for decision to the Minister in charge of forestry;
- The Committee may validly deliberate in the absence of a 2/3 quorum after the

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Scanné avec CamScanner

second convening of a meeting that was not held due to the absence of a quorum.

(3) The convening notices, followed by the working documents shall be forwarded to members at least ten (15) days before the meeting date. It shall specify the date, time, agenda and location of the meeting.

ARTICLE 7.- (1) The Technical Secretariat of the Committee shall submit a report to the Minister in charge of forestry every six months.

(2) A copy of the report shall be sent to each member of the Committee, who shall be required to distribute it within the institution or group he or she represents.

CHAPTER III
MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

ARTICLE 8.- The functions of Chairperson and Committee member shall be honorary. However, the Chairperson, members as well as persons invited in an advisory capacity and the members of the Technical Secretariat, may benefit from session allowances and work facilities in accordance with the regulations in force.

ARTICLE 9.- The Committee's running expenses and costs shall be charged to the budget of the Ministry in charge of forestry.

ARTICLE10.- This decree repeals all previous provisions, in particular those of Decree No. 126/ CAB/PM of 10 September 2012, on the establishment, organization and functioning of the National Monitoring Committee in charge of Implementing the Voluntary Partnership Agreement (VPA) on forest law enforcement, governance and trade between Cameroon and the European Union.

ARTICLE 11.- The Minister of Forestry and Wildlife shall be responsible for the implementation of this Order, which shall be registered, published according to the procedure of urgency and inserted in the Official Gazette in English and French.

Yaounde, 30 SEPT 2025

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES REQUÊTES
COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Joseph DION NGUTE
PRIME MINISTER,
HEAD OF GOVERNMENT

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON
PAIX-TRAVAIL-PATRIE
PEACE-WORK-FATHERLAND
THE PRIME MINISTER
LE PREMIER MINISTRE
PRIME MINISTER'S OFFICE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Scanné avec CamScanner